



Stefania Maurizi: « C'est un incroyable échec du journalisme. »

Par [Stefania Maurizi](#), [John Brown](#), et [Nadja](#)

[Vancauwenberghe](#)

Mondialisation.ca, 22 octobre 2020

[Exberliner](#) 20 octobre 2020

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

La journaliste italienne Stefania Maurizi a travaillé pour certaines des plus grandes publications du pays, dont *la Repubblica*, *l'Espresso* et, maintenant, *Il Fatto Quotidiano*. En 2009, elle a commencé à travailler avec Julian Assange et WikiLeaks sur des dossiers secrets concernant la guerre en Afghanistan, les câbles de la diplomatie américaine et les détenus de Guantanamo. Elle a également enquêté sur des dossiers top-secrets divulgués par le dénonciateur Edward Snowden, révélant entre autres des cas graves de pollution environnementale en Italie et d'exploitation de travailleurs pakistanais dans une usine exploitée par une société italienne.

Maurizi a été témoin lors des audiences d'extradition d'Assange le mois dernier. Alors qu'un juge londonien réfléchit à l'opportunité d'extrader le fondateur de WikiLeaks vers les États-Unis, nous lui avons parlé de son expérience de se faire de puissants ennemis, de ce qu'elle décrit comme des campagnes de diffamation contre WikiLeaks et ceux qui travaillent avec eux – et pourquoi Assange n'aurait jamais dû quitter Berlin.

* * *

Comment avez-vous commencé à travailler pour WikiLeaks ?

En 2008, je travaillais pour un grand magazine d'information italien, *l'Espresso*. J'avais déjà travaillé comme journaliste d'investigation et quand j'ai regardé les publications de WikiLeaks comme le document sur les procédures opérationnelles standard de Guantanamo, j'ai été très impressionnée. Le document avait été demandé par l'Union américaine des libertés civiles et le Pentagone en avait refusé l'accès. WikiLeaks a pu obtenir le document, non seulement cela, mais ils ont aussi informé le Pentagone qu'ils ne le retireraient pas de leur site web. Pour moi, c'était vraiment important, car cela m'a fait réaliser le courage des personnes qui sont derrière WikiLeaks. C'était à l'époque où le *New York Times* publiait des mensonges sur la guerre en Irak. Le *Washington Post* a publié l'histoire des sites clandestins de la CIA, mais il n'avait pas publié les noms des pays d'Europe de l'Est où ces sites étaient basés, parce que l'administration Bush avait demandé qu'ils ne soient pas publiés, et la CIA continuait à torturer les personnes qui se trouvaient sur ces sites clandestins.

Quand j'ai réalisé qu'il y avait une organisation médiatique qui n'était pas prête à obéir au Pentagone, j'ai su que je devais établir un contact parce que j'aimais leur travail et leur courage. C'est ce que j'ai fait et en 2009, ils m'ont appelé au milieu de la nuit pour me dire :

« Vous avez une heure. Allez sur votre ordinateur et téléchargez le document, sinon nous le supprimerons ». Ils m'ont demandé de les aider à vérifier si le document était authentique. Ils m'ont dit que si c'était le cas, je pourrais faire une enquête et travailler avec WikiLeaks. Je suis allé sur mon ordinateur et j'ai vu que le document concernait la crise des ordures à Naples, j'ai vérifié qu'il était authentique et certainement dans l'intérêt du public en raison de l'implication présumée des services secrets italiens. C'était la première fois que je travaillais en partenariat avec WikiLeaks et je le fais depuis.

Quel était le processus de vérification lorsque vous travailliez avec les documents de WikiLeaks ?

Tout d'abord, il faut comprendre que c'est un mensonge absolu que WikiLeaks se contente de balancer des documents sur Internet. J'ai travaillé sur tous leurs documents, à l'exception des quelques documents qu'ils ont publiés sans aucun partenaire médiatique. Dans la plupart des cas, WikiLeaks effectue son propre processus de vérification et les partenaires médiatiques font le leur en parallèle. Nous échangeons nos opinions et nos préoccupations sur l'authenticité d'un document et nous ne nous sommes jamais trompés. En travaillant pour un partenaire média, la plupart du temps, vous recevez quelque chose comme 100 000 documents et peut-être cinq millions de courriels. Vous recherchez dans ces bases de données de minuscules informations et vous faites votre propre vérification en utilisant les techniques journalistiques classiques. Par exemple, lorsque nous avons reçu des courriels au sujet de Stratfor, nous avons vérifié si tous les employés de Stratfor étaient les bons et si les faits décrits dans les courriels étaient vrais. Si vous vous trompez et que votre réputation est compromise, il est très difficile de la récupérer. La réputation est votre monnaie d'échange en tant que journaliste.

La plupart du temps, l'entreprise d'où proviennent les documents ne veut pas coopérer. Dans le cas des fuites de câbles diplomatiques américains, cela n'a pas été difficile car nous avons une équipe avec des collègues américains qui savaient comment les câbles sont écrits et rédigés. Ce travail n'est possible que parce que nous travaillons ensemble. Pour les dossiers de Guantanamo, nous avons travaillé avec le Washington Post, Le Monde et un expert de Guantanamo, Andy Worthington. Je pense que WikiLeaks était efficace pour réunir la bonne équipe de personnes compétentes pour vérifier les documents. La vérification est le problème le plus sérieux, car vous pouvez imaginer qu'il est très facile de détruire la réputation de l'organisation en lui envoyant de faux documents.

L'une des principales accusations portées contre WikiLeaks est que la plupart des documents divulgués contenaient des informations confidentielles qui sont gardées secrètes pour une raison précise. Pensez-vous que toutes les informations confidentielles peuvent être partagées avec le grand public, sans discrimination ?

Voyez-vous, en tant que journalistes, nous recevons constamment des documents à diffusion restreinte. Sans utilisation d'informations restreintes, il n'y a pas de journalisme. Bien sûr, nous sommes des gens rationnels et nous nous soucions des conséquences de ce que nous publions. En même temps, vous devez réaliser que tous les secrets ne se ressemblent pas. Par exemple, si vous disposez des mesures de sécurité d'une centrale nucléaire, il y a une raison de garder ces informations secrètes, à savoir qu'elles pourraient être utilisées par des terroristes. Dans d'autres cas, vous avez des informations qui sont classées secrètes simplement parce qu'elles sont embarrassantes, parce que quelqu'un essaie de dissimuler des crimes de guerre, des actes de torture ou des crimes contre l'humanité - et nous avons absolument le droit de dévoiler ces secrets.

A votre avis, quelle a été la fuite la plus significative de WikiLeaks ?

L'affaire Abu Omar. L'Italie est le seul pays au monde qui a pu condamner les agents de la CIA impliqués dans l'enlèvement du religieux de Milan. Il a été capturé en milieu de journée dans le centre de Milan. Nos procureurs ont été si bons qu'ils ont réussi à identifier 26 ressortissants américains, pour la plupart des agents de la CIA. Ils les ont mis sous enquête et les ont tous condamnés. Les États-Unis ont fait pression sur les politiciens italiens et ont déclaré : « Il n'y a rien de plus dangereux pour nos relations bilatérales ».

Pour cette raison, six ministres de la justice ont refusé le mandat d'arrêt contre les agents de la CIA. Deux présidents italiens, dont notre président actuel, Mattarella, ont accordé deux grâces présidentielles à trois agents de la CIA et au chef de la sécurité de la base américaine d'Aviano. C'est là qu'Abu Omar a été amené immédiatement après son enlèvement. Ces personnes ont bénéficié de l'impunité et n'ont jamais passé un seul jour en prison. En 2016, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné l'Italie pour avoir accordé l'impunité. Mais tout cela s'est fait dans la sphère publique, grâce aux câbles. J'ai pu fournir des preuves de la pression exercée par les diplomates américains sur les politiciens italiens. Sans les câbles, nous n'aurions jamais eu la moindre preuve de ce qui se passait. Il n'y a pas d'autre moyen d'accéder à ces informations et il aurait été impossible pour les procureurs d'avoir des preuves.

Vous dites donc que c'est dans l'intérêt du public parce que les Italiens doivent être informés de la corruption politique de leur gouvernement.

Oui, mais cela va au-delà de la corruption - il est illégal d'accorder l'impunité à des personnes impliquées dans des enlèvements. Il n'y a pas d'autre moyen d'obtenir des preuves sur ces choses extrêmement graves. Nous avons besoin de dénonciateurs, mais nous avons aussi besoin d'organisations comme WikiLeaks pour publier des informations. Vous avez peut-être le meilleur dénonciateur, les documents secrets les plus explosifs, mais si vous n'avez pas le courage de les rendre publics, ils ne valent rien. Les gens disent : « Eh bien, nous aimons Chelsea Manning, elle a eu le courage, mais WikiLeaks n'était qu'un récepteur passif ». C'est complètement faux. Si vous avez déjà été journaliste, vous savez ce que cela signifie de publier quelque chose que quelqu'un de très puissant veut empêcher. Vous savez ce que cela signifie d'avoir peur pour votre vie et votre liberté. Vous devez avoir des journalistes et des éditeurs extrêmement courageux qui vous diront : « Je publierai quoi qu'il arrive ». C'est ce qui m'a impressionné dès le début. Je suis journaliste depuis 19 ans et je n'ai jamais entendu personne dire « non » au Pentagone.

Que pensez-vous des dénonciateurs comme Snowden qui, au lieu d'utiliser une plateforme comme WikiLeaks, ont choisi de faire confiance à deux journalistes célèbres et à la presse traditionnelle ?

Bien sûr, c'est au dénonciateur de décider de ce qui lui convient le mieux. Je peux vous dire que si un dénonciateur s'adresse à WikiLeaks, ses documents seront certainement publiés. Si vous choisissez un seul journaliste, vous devez bien le connaître, lui faire vraiment confiance et savoir s'il prendra le risque de publier des informations dangereuses. Dans le cas de WikiLeaks, ils tiennent toujours leurs promesses, ils publient toujours. Ils ont une longue expérience de la publication de documents risqués. Depuis 14 ans, quoi qu'il arrive, ils ont eu le courage d'en assumer les graves conséquences. Julian Assange n'a pas connu la liberté depuis qu'il a publié les documents secrets américains.

Je ne dis pas qu'Assange et WikiLeaks sont parfaits. Parfois, ils ont fait des erreurs, mais parfois on fait des erreurs quand on est en territoire inconnu. C'est toujours un défi, surtout quand on veut publier des documents originaux, une base de données d'un million de documents sans révéler d'informations personnelles. Bien sûr, si vous ne publiez pas ces documents, vous ne vous trompez pas. Dix ans plus tard, nous avons toujours accès aux câbles et ils sont toujours pertinents. Chaque jour, je me rends sur la base de données des câbles de WikiLeaks. Je cherche un homme politique précis, un diplomate ou une ONG et je vois s'il y a des informations à leur sujet. Vous n'avez pas besoin d'appeler Assange pour demander l'accès à la base de données, il vous suffit d'aller sur le site web et de chercher.

Comment expliquez-vous que les grands médias ne soutiennent pas davantage WikiLeaks ?

Il y a une guerre de propagande contre WikiLeaks depuis 2010. Bien sûr, après cela, il n'y a plus de sympathie et de soutien. Le gouvernement américain a commencé cette guerre dès le début. A partir du moment où le Pentagone a dit « qu'ils pourraient avoir du sang sur les mains », tous les médias ont rapporté la même chose. Cette propagande a contribué à influencer l'opinion publique. C'est la même chose avec la Russie – apportez-moi la preuve que WikiLeaks était de mèche avec le Kremlin. On ne nous a jamais montré de preuves. J'ai vu de mes propres yeux comment cette propagande fonctionne. Lorsque j'ai travaillé sur les courriels de Podesta [les courriels de [Podesta](#), ancien [chef de cabinet de la Maison Blanche](#) et président de la campagne présidentielle américaine de 2016 d'Hillary Clinton, dont le compte Gmail a été piraté par des inconnus à l'époque et publié plus tard par Wikileaks], j'étais le seul partenaire médiatique, car personne ne voulait toucher les courriels en raison de la campagne médiatique qui disait qu'ils provenaient d'espions russes. Cela a fonctionné.

Mais il est impossible que les journalistes soient aussi vulnérables à la propagande mensongère. C'est le contraire de ce que vous attendez d'un journaliste professionnel.

Quand on sait que pas un seul journaliste n'a essayé d'obtenir les documents de l'affaire Julian Assange et WikiLeaks, cela en dit long sur le niveau du journalisme. Ils ont fait un reportage sur l'affaire sans jamais demander d'informations factuelles ou de documents. Ils rapportaient tout ce que les procureurs et les avocats leur disaient. J'ai essayé d'accéder à ces documents. Après cinq ans, il était si difficile de comprendre l'affaire, en particulier les allégations suédoises de viol, parce que les reportages étaient si mauvais.

Je me suis dit que je ne pouvais pas gérer un tel chaos, j'ai commencé à déposer ma demande de liberté d'information en Suède, au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Australie. Cette affaire dure depuis dix ans et j'ai passé les cinq dernières années à essayer d'obtenir les documents en utilisant la loi sur la liberté de l'information (FOIA) et en plaidant ma FOIA devant quatre juridictions : mes avocats et moi nous battons toujours pour obtenir les documents, ce qui vous montre le secret insupportable qui entoure cette affaire. J'ai sept avocats, quatre juridictions. Je vous dis cela pour vous faire comprendre à quel point les reportages sont superficiels, même si des centaines de journalistes en ont parlé. C'est un incroyable échec du journalisme.

Que dites-vous aux personnes qui, normalement, soutiendraient la dénonciation et WikiLeaks, mais qui ne soutiennent pas Assange à cause de l'affaire suédoise, c'est-à-dire les accusations de viol portées contre lui ?

L'affaire suédoise est l'un des éléments importants qui ont servi à détruire la réputation de Julian Assange. Chaque fois que vous avez une accusation d'agression sexuelle ou de

pédophilie, les gens sont immédiatement solidaires des victimes présumées. Je ne pense pas que l'affaire suédoise était un complot, je ne crois pas aux conspirations. Ce que je veux dire, c'est que cette affaire était pleine de mystères, par exemple pourquoi cette affaire est restée ouverte si longtemps sans qu'on l'inculpe ou qu'on abandonne l'affaire une fois pour toutes.

Un procureur italien très en vue m'a demandé pourquoi l'affaire durait depuis 2010 sans aucun progrès. J'ai expliqué que l'absence de progrès était due au fait que les procureurs suédois ne voulaient pas se rendre à Londres pour interroger Julian Assange et décider de l'inculper ou d'abandonner l'affaire une fois pour toutes. Lorsque j'ai eu accès aux documents en vertu de la loi sur la liberté de l'information, j'ai découvert que ce sont les autorités britanniques qui avaient dit aux procureurs suédois de ne pas se rendre à Londres pour l'interroger. Elles leur avaient également dit que l'affaire n'était pas traitée comme simple demande d'extradition, et elles avaient également découragé les procureurs suédois de laisser tomber leur affaire en 2013, lorsqu'ils avaient envisagé de le faire.

Pourquoi les autorités britanniques se mêleraient-elles d'une affaire de viol suédois présumé ?

C'est exactement la question que j'ai commencé à me poser. Quel genre d'intérêts particuliers les autorités britanniques auraient-elles dans cette affaire ? J'ai demandé d'autres documents et on m'a dit qu'ils avaient été détruits, ce qui est très suspect, car lorsqu'ils ont détruit les documents, l'affaire était encore en cours et très controversée.

Cinq ans plus tard, j'essaie toujours d'obtenir une réponse sur les raisons de cette situation. Cela a été fait par le CPS (Crown Prosecution Service), la même agence chargée d'extrader Assange vers les Etats-Unis. Cela me rend très suspicieux. Cette affaire suédoise a eu un impact énorme sur la réputation d'Assange en le faisant apparaître comme un violeur qui a échappé à la justice. L'enquête est maintenant close et ne peut être rouverte en raison de la prescription.

Que pensez-vous de la façon dont le Royaume-Uni a réagi à toute cette affaire ?

Il faut savoir que Londres et le Royaume-Uni entretiennent une relation particulière avec les États-Unis, non seulement sur le plan historique, mais aussi dans le cadre d'un partenariat solide pour le partage des renseignements. Le Royaume-Uni pourrait même être plus sérieux que les États-Unis en matière de renseignement. Ce n'est pas une coïncidence s'ils ont produit la saga de James Bond qui idéalise les agents secrets : ils ont une véritable culture et un amour pour le renseignement, le secret, les services secrets. Julian Assange n'aurait jamais dû aller au Royaume-Uni. Le 27 septembre 2010, il s'est envolé pour Berlin afin de me rencontrer, moi et d'autres journalistes. Après cette rencontre, il a décidé de s'envoler pour Londres afin de travailler sur les journaux de guerre en Irak et les câbles de la diplomatie américaine. J'ai tendance à croire qu'il n'aurait jamais connu une situation aussi dévastatrice en matière de droit, d'emprisonnement, d'arrestation et maintenant de prison de Belmarsh et le risque d'extradition vers les États-Unis, s'il n'avait pas quitté Berlin pour prendre l'avion pour Londres.

Considérez-vous les juges britanniques comme complices des services de renseignement ou partageant l'agenda politique des États-Unis ?

Ce que je dis, c'est que le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a

confirmé que le Royaume-Uni et la Suède le détenaient arbitrairement depuis 2010. Ce n'est pas mon opinion, c'est ce que le groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a établi. Et les autorités britanniques n'ont absolument rien fait à ce sujet. Ni les médias, ni les procureurs, ni la justice n'ont rien fait à ce sujet. Lorsque le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Nils Melzer, leur [a ouvertement écrit](#) pour leur dire qu'Assange avait été soumis à la torture psychologique et qu'ils abusaient de ses droits, là encore, rien n'a été fait.

Je sais qu'ils ont une réputation de fair-play et de justice, mais en fin de compte, si vous regardez cette affaire de près, leur réputation souffre beaucoup car ils se comportent comme un pays hors-la-loi. Ils ne se soucient pas de la décision du groupe de travail des Nations unies ou des rapports de Nils Melzer. Ils maintiennent un éditeur dans une prison de haute sécurité comme n'importe quel autre criminel. Ils lui ont refusé même une heure en plein air à l'ambassade, une punition infligée uniquement aux pires criminels. Si vous regardez cette affaire, la rhétorique sur les institutions britanniques respectant les droits de l'homme et la liberté de la presse, vous obtenez un tableau différent.

Vous avez été un témoin concret au procès de Julian Assange le mois dernier. Que pensez-vous de la procédure au cours de ces quatre semaines d'octobre, et que pensez-vous qu'il va se passer maintenant ?

Je pense que l'aspect le plus crucial des audiences est le fait que les autorités américaines ont déformé les faits : l'accusation persiste à prétendre que les autorités américaines ne poursuivent pas le journalisme de Julian Assange, mais plutôt une publication étroitement limitée de documents non censurés qui, selon elles, mettent en danger les sources et les informateurs américains. Tout d'abord, ce n'est pas vrai : tout journaliste digne de ce nom peut vérifier l'acte d'accusation qui le remplace et se rendre compte que les autorités américaines le poursuivent pour des activités purement journalistiques, comme la réception et l'obtention de documents classifiés comme les câbles, les dossiers de Guantanamo et les règles d'engagement en Irak.

Elles tentent également de l'emprisonner à vie pour la divulgation non autorisée de ces documents classifiés. Il s'agit d'activités purement journalistiques : si Julian Assange se retrouve en prison pour cela, chaque journaliste sera en danger. Ce sera la fin du journalisme exposant les crimes de guerre, la torture et les graves violations des droits de l'homme. Deuxièmement, les autorités américaines continuent d'accuser M. Assange d'avoir mis des vies en danger.

Dès le début, le Pentagone a tenté de faire valoir que WikiLeaks pourrait avoir du sang sur les mains, et depuis 2010, ils ont travaillé très dur pour évaluer l'impact potentiellement néfaste de ces publications. Dix ans plus tard, ils sont toujours incapables d'apporter la moindre preuve que quelqu'un a été tué ou blessé ou mis en prison à la suite des révélations de WikiLeaks. Même lors du procès de Chelsea Manning, le chef du groupe de travail mis en place par les autorités américaines pour analyser les publications n'a pas trouvé une seule « victime ».

En attendant, nous avons de nombreuses preuves de crimes de guerre grâce aux publications de WikiLeaks. Le fait que les criminels de guerre n'aient jamais été inculpés et n'aient jamais passé un seul jour en prison, alors que Julian Assange n'a jamais retrouvé la liberté et risque maintenant de passer sa vie en prison, vous donne une mesure de la façon dont la démocratie américaine a perdu son chemin. L'affaire Assange est un signal

d'alarme : La démocratie américaine devient si dystopique que les criminels de guerre jouissent de l'impunité, alors qu'un journaliste qui expose des crimes de guerre est condamné à la prison à vie. C'est un cas sans précédent.

Mais ce serait malgré tout un argument raisonnable de dire qu'Assange aurait pu mettre la vie des gens en danger en n'étant pas assez prudent et en publiant des câbles non censurés.

La raison pour laquelle les documents des câbles non expurgés ont été publiés est que deux journalistes du Guardian ont publié le mot de passe dans un livre, rendant ainsi l'information accessible à tous, et que quelqu'un d'autre a publié les archives complètes. WikiLeaks n'a jamais prévu de publier des câbles non censurés. Au contraire, pendant près d'un an, une procédure minutieuse a été mise en place pour censurer les câbles. Si le plan avait été de publier les documents non expurgés, pourquoi aurions-nous fait cela ? Il s'agit d'une campagne permanente visant à dépeindre WikiLeaks comme des criminels irresponsables mettant des vies en danger. Cela fait partie de la guerre de propagande contre WikiLeaks.

Croyez-vous toujours que le Royaume-Uni va céder aux Etats-Unis et extraditer Julian Assange ? Il est illégal d'extrader quelqu'un pour des raisons politiques, n'est-ce pas ?

Absolument. Mais ils s'en moquent. Nous avons vu comment ils ont traité cette affaire. Si les gens se réfugient dans une ambassade, vous leur offrez généralement un passage sûr. Ils n'ont jamais proposé cela. Les autorités britanniques étaient prêtes à prendre d'assaut l'ambassade, alors qu'elles l'ont laissé là pendant sept ans sans traitement médical ni accès à l'extérieur. Finalement, ils l'ont arrêté et l'ont emmené dans une prison de sécurité maximale et il n'est pas autorisé à en sortir, même s'il risque d'être infecté par le Covid-19. Pour ces raisons, je ne peux pas croire qu'ils respecteront les règles.

Que pensez-vous que les personnes qui se soucient de la liberté de la presse peuvent faire à ce stade ?

Je veux que les gens connaissent bien les faits dans cette affaire, en raison de cette guerre de propagande. C'est ce qui me motive. Je ne reçois pas d'argent, je lutte pour obtenir de l'argent pour mon litige sur la liberté d'information et je peux vous dire que ce genre de travail ne vous permet pas de vous faire des amis puissants. C'est tout le contraire - vous avez des ennemis puissants. Personne ne veut avoir de problèmes avec les États-Unis. Ils sont trop puissants, leur influence se fait sentir dans le monde entier. Je me bats parce que je veux vivre dans une société où l'on peut révéler les crimes de guerre sans finir en prison, comme l'a fait Chelsea Manning.

Je veux vivre dans un monde où vous avez la possibilité de révéler les crimes de guerre sans risquer de perdre votre liberté comme c'est le cas pour Julian Assange. Si nous ne construisons pas de telles sociétés, personne ne le fera à notre place, nous devons nous battre pour qu'il en soit ainsi. Je peux me battre de la seule façon que je connaisse, avec le journalisme. Je veux utiliser mon journalisme pour obtenir les faits exacts sur cette affaire et pour faire comprendre aux gens à quel point il est délirant de perdre sa liberté en dénonçant des crimes de guerre.

Stefania Maurizi interviewée par Nadja Vancauwenberghe et John Brown

Article original en anglais : Stefania Maurizi: "[This is an unbelievable failure of journalism.](#)", Exberliner, le 15 octobre 2020.

Traduction par Viktor Dedaj pour [le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est [Exberliner](#)

Copyright © [Stefania Maurizi](#), [John Brown](#), et [Nadja Vancauwenberghe](#), [Exberliner](#), 2020

Articles Par : [Stefania Maurizi](#),
[John Brown](#), et [Nadja
Vancauwenberghe](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca